

ANNEXES

Fiche technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.

En cas de problème, contacter la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (<http://diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr>).

Référence du logiciel DPE : LUCIEL Diagnostics v4

N° ADEME du DPE : 1660V10021071

GENERALITES

	Valeur
Département	60 Oise
Altitude	130 m
Type de bâtiment	Maison Individuelle
Année de construction	A partir de 2006
Surface habitable	40 m²
Nombre de niveaux	1
Hauteur moyenne sous plafond	2,5 m
Nombre de logements du bâtiment	1

ENVELOPPE

Caractéristiques des murs
Briques creuses donnant sur l'extérieur avec isolation intérieure (12 cm) Surface : 14 m², Donnant sur : l'extérieur, U : 0,29 W/m²°C, b : 1
Caractéristiques des planchers
Dalle béton donnant sur un terre-plein avec isolation intrinsèque ou en sous-face Surface : 24 m², Donnant sur : un terre-plein, U : 0,27 W/m²°C, b : 1
Caractéristiques des plafonds
Plafond entre solives bois avec ou sans remplissage donnant sur un comble fortement ventilé avec isolation extérieure (R=8,57m².K/W) Surface : 27 m², Donnant sur : un comble fortement ventilé, U : 0,11 W/m²°C, b : 1
Caractéristiques des baies
Fenêtres battantes pvc, orientée Ouest, double vitrage à isolation renforcée Surface : 3,56 m², Orientation : Ouest, Inclinaison : > 75 °, Ujn : 1,8 W/m²°C, Uw : 2,2 W/m²°C, b : 1
Caractéristiques des portes
Porte(s) bois / bois-métal opaque pleine Surface : 1,9 m², U : 3,5 W/m²°C, b : 1
Caractéristiques des ponts thermiques
Liaison Mur / Fenêtres Ouest : Psi : 0, Linéaire : 10,68 m Liaison Mur / Porte : Psi : 0, Linéaire : 5,01 m

SYSTEMES

Caractéristiques de la ventilation:
VMC Double Flux avec échangeur Qvareq : 1,7, Smea : 0, Q4pa/m² : 77,9, Q4pa : 77,9, Hvent : 9, Hperm : 1,6,
Caractéristiques du chauffage
Radiateur électrique à fluide caloporteur NFC régulée (système individuel) Re : 0,97, Rr : 0,99, Rd : 1, Rg : 1, Pn : 0, Fch : 0

Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire

Chauffe-eau électrique récent installé il y a moins de 5 ans, réseau d'eau isolé (système individuel)

Becs : 1090, Rd : 0,8, Rg : 1, Pn : 0, lecs : 1,25, Fecs : 0

EXPLICATIONS PERSONNALISEES SUR LES ELEMENTS POUVANT MENER A DES DIFFERENCES ENTRE LES CONSOMMATIONS ESTIMEES ET LES CONSOMMATIONS REELLES

Néant

TABLEAU RECAPITULATIF DE LA METHODE A UTILISER POUR LA REALISATION DU DPE

Méthode	Bâtiment à usage principal d'habitation					Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle		Appartement avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel quand DPE à l'immeuble déjà réalisé	DPE non réalisé à l'immeuble		
	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		Appartement avec chauffage et ECS individuel, ou collectif et équipé de comptages individuels	Appartement avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel	
Calcul conventionnel		X	À partir du DPE à l'immeuble		X	
Utilisation des factures	X			X		X

Pour plus d'informations :


- www.developpement-durable.gouv.fr : rubrique performance énergétique
- www.ademe.fr

Certifications


La certification de conformité de personnes physiques
est attribuée par ACD/CA CERTIFICATION à


SPINELLI Jean-Mathieu
sous le numéro 15-593

Cette certification est valide à la seule fin de diagnostic médical sans garantie.

 **DPE** - **Prés d'effet : 22/07/2015** **Validité : 21/07/2020**

Attention : l'absence de la présente attestation ne signifie pas que les personnes concernées par la certification de l'Agence ne possèdent pas les compétences requises, mais qu'elles ne sont pas reconnues par l'Agence.

 **SPINELLI Jean-Mathieu**
Qualification VLS 10/2/2015
15-593

 **SPINELLI Jean-Mathieu**
Qualification VLS 10/2/2015
15-593

Cette attestation est valable uniquement si elle est utilisée à la seule fin de diagnostic médical sans garantie.

Consultez régulièrement le site www.acd-ca-certification.fr pour la dernière version de la présente attestation.

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
 - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
 - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ».

État des risques naturels, miniers et technologiques (ERNMT)

Référence : 2017-11-1684
Réalisé par Catherine EDANGE
Pour le compte de SARL NEWTON

Date de rédaction : 3 novembre 2017 (Valeur 0 mois)
Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :
N° Absent-léte du 1 décembre 2015.

REFERENCES DU BIEN

Adresse du ban
32-34-36 Rue des Marais
60490 Marquigny

MR ET MME DOLPHIN - FANHAN



SYNTHESIS

A ce jour, la commune de Marquèglise n'est pas soumise à l'obligation d'information Acquéreur Locataire (IAL). En l'absence d'arrêtés de catastrophes naturelles, la déclaration de sinistres indemniés au titre du régime des catastrophes naturelles n'est pas nécessaire.

Régimentation	Présence
Plan de Prévention des Risques (PPRn, PPRi, PPRm)	Aucun
Zonage de sismicité	1 - Très faible
<p><i>* Zonage sismique de la France d'après l'ordonnance n° 1982-2 du 2 mai 1982 et la loi n° 2003-252 du 27 mars 2003 relative à la prévention des risques naturels par les Décrets n° 2003-1256 et n° 2003-1258 du 22 octobre 2003 et les arrêtés du 22 octobre 2003 (www.sismique.fr)</i></p>	
Art de Catastrophe Naturelle sur la commune	0
Informations complémentaires	Niveau
Zonage des potentiels radon	Faible

© 1998 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 243: 395–402

Cet état relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions doit être visé-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

Document réalisé le 03/11/2017

2. Adresse

32 34 36 38 40 42 44 46 48 50 52 54 56 58 60 62 64 66 68 70 72 74 76 78 80 82 84 86 88 90 92 94 96 98 100

3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR	présent	non	X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR	appliqué par anticipation	non	X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR	approuvé	non	X
Les usages autorisés en compte sont liés à			

L'immagine es concerna por des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR: non ☒

■ **Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers (PPRM)**

L'insensibilité est due dans le périmètre d'un PPRn	prescrit	non	X
L'insensibilité est due dans le périmètre d'un PPRm	appliqué par infraction	non	X
L'insensibilité est due dans le périmètre d'un PFER	approuvé	non	X

Les risques miniers plus en contact sont liés à :

Des zones de contact minérales à l'interface entre les zones géologiques

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm ☒ non ☐

5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immuable est-il situé dans le périmètre d'un PPR ?		L'immuable est-il situé dans le périmètre d'un PPR ?	
oui	non	oui	non
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

l'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement d'usage des PPR	non	X
--	-----	---

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la spécificité

L'immeuble est situé dans une commune de montagne :

Très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle

l'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente	oui	non
--	-----	-----

8. Situation de l'immeuble au regard d'un secteur d'information sur les sols (potentiellement pollués)

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information s.r.l. ou S.I.S.	OUI	non	hors objet	X
---	-----	-----	------------	---

What's new & interesting

7. Localization

And $w = 25 \text{ cm}^2/\text{s}$ and $\rho = 0.0012 \text{ g/cm}^3$.

2011-2012

[illegible]

အကျဉ်းချုပ်

Figure 1. The relationship between the number of species and the number of individuals in the assemblages. The number of species is plotted against the number of individuals for each assemblage. The data points are shown as open circles. The regression line is shown as a solid line. The equation of the regression line is $y = 0.15x + 0.05$, where y is the number of species and x is the number of individuals. The coefficient of determination is $r^2 = 0.92$.



Déclaration de sinistres Indemnités

en application des articles L. 125-5 et R125-6 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnité".

Risque	Début	Fin	JO	Indemnité
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	25/12/1998	28/12/1998	30/12/1998	<input type="checkbox"/>
Mouvement de terrain				<input type="checkbox"/>

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur Internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net

Préfecture : Beauvais - Oise
Commune : Marquégise

Adresse de l'immeuble :
32-34-36 Rue des Marais
60490 Marquégise
France

Etabli le :

Vendeur :

Acquéreur :

MR ET MME DOLPHIN - FANHAN

Prescriptions de travaux

Aucune

Documents de référence

Aucun

Conclusions

L'Etat des Risques délivré par SARL NEWTON en date du 03/11/2017 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien ne fait l'objet d'aucune obligation en matière d'information Acquéreur Localaire sur les Risques Naturels et Technologiques. Selon le zonage informatif mis à disposition par l'IRSN, le BIEN est ainsi concerné par :

- Le risque Radon (niveau : faible)

Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral départemental n° Absent-liste du 1 décembre 2015

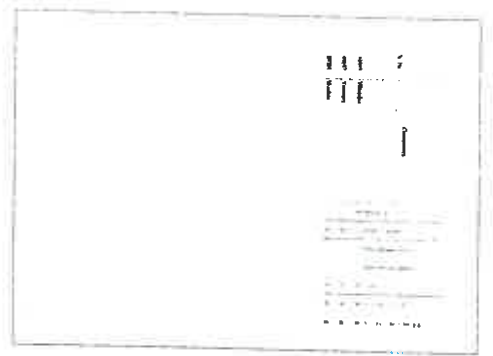
> Cartographie :

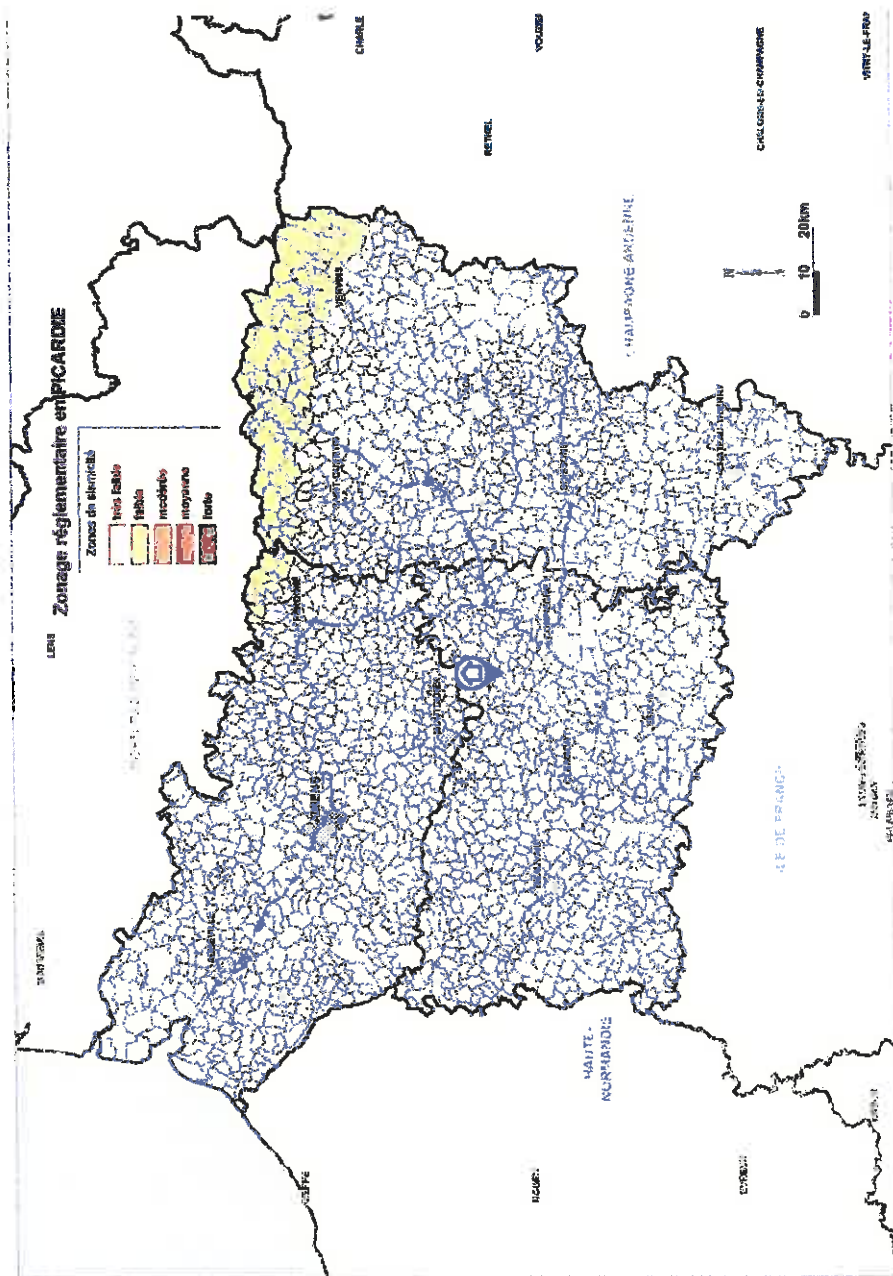
- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

5 / 9

[illegible]







Attestation d'assurance

Police n° 49 368 477 - Admisionul GS n° 146829

Attestation d'assurance



Allianz Responsabilité Civile Activités de Services

La SAS d'Associations, Alliances A.S.D. dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 32051 - 92075 Paris La Défense cedex
carrière com :

NEWTON
Catherine EDANGE
1 rue du Tuguet
07300 VILLEQUIER-AUMONT

est garanti(e) par le contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services sous le n° 16-10368-077

En fonction de votre objet de :

- général l'Assesol contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité peuvent lui incomber en raison des dommages matériels causés aux Bors dans le cadre de ses activités requises par le présent contrat et à concurrence des limites fixées au chapitre 4 intitulé des garanties et des franchises du présent contrat, à savoir :

Fizikban az anyagok és testek viselkedését az atomfizika és a részecskefizika vizsgálja.

[illegible]

11. **Law Center**
 12. **Law Center**

Distrito de Zumbini - 1991/1992

Digitized by Google

F-16 convertibles - 10

Drug-Drug Interactions - Review the literature

For a step-by-step guide to how to do it, see the sidebar on page 10.

॥ श्रीगणेशाय नमः ॥

© 2016 Pearson Education, Inc. or its affiliate(s). All rights reserved.

Département de la construction et des travaux publics des États-Unis
Bureau de l'inspection des bâtiments et des ponts

RESEARCH

Curse of the Black Cat: *Cherny Koshak*

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 100-104.
 2. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 105-109.

Figure 2.5.2: The 1000 Genomes Project

La présente convention est dûment pour et contre au 01 janvier 2017 au 31 décembre 2017 et sera revu au paiement du la
copie en 2017 au 31 décembre

Le présent document, établi par Airbus I.A.B.D., est le sigle d'adhésion exclusive d'un contrat.

Il n'est pas une présomption d'appartenance des gardiens, mais la possibilité d'être affiliés à l'un ou l'autre des sous-groupes et l'absence de contact avec l'autre. Les réceptions de gardiens appartenant aux sous-groupes et les assises le sont également et toute personne intervenue au sein d'un sous-groupe, même, s'il agit de son plein gré, n'est pas affiliée à l'autre.

Toute adjonction de texte aux 12 paragraphes de la proposition de loi est supprimée.

Envoyé à La Défense, le 21 décembre 2016
Pour Affaire

[illegible]

* 100% Cotton - 65 300's - 92% Combed L. Extra Fine
247 754 280 34.5 Endura



Sarl Newton
BP 10043 – centre Inovia - 1435 Bd Cambronne
60400 NOYON
Tél : 03 44 41 01 38
Fax : 03 44 40 34 70 agenda.catherine@orange.fr

CONTROLE DE CONFORMITÉ DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT PUBLIC D'ÉVACUATION DES EAUX USÉES

Dossier N°2017-11-1684

Le contrôle de conformité a été rendu obligatoire par délibération du conseil communautaire de l'Agglomération de la
Région de Compiègne (ARC) en date du 5 décembre 2012

Textes de référence :

Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales
Articles L1331-1, L1331-4, L1331-5 et L1331-10 du Code de la Santé Publique
Règlement Sanitaire Départemental et Règlement Inter-Communal d'Assainissement

Objet de la mission

Le certificat a pour but de vérifier la conformité du dispositif d'assainissement en domaine privé et son raccordement au réseau public d'évacuation des eaux usées.

Seuls les éléments visibles et accessibles le jour de la visite de l'installation d'assainissement font l'objet du contrôle. Il appartient au propriétaire de mettre à la disposition de l'agent certificateur, tous les éléments utiles à ce contrôle.

Le diagnostic de l'installation d'assainissement collectif consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble et lors d'une visite sur place, à :

- Vérifier que le logement est relié au réseau d'assainissement collectif
- Vérifier que les eaux pluviales et les eaux usées sont séparées en domaine privée
- Vérifier de la présence de siphons sur les récepteurs d'eaux usées
- Vérifier qu'un évent du diamètre équivalent à la plus grosse canalisation du logement, soit présent et que cet évent débouche sur le toit.
- Vérifier qu'aucun WC broyeur ne soient installés, sauf si aucun wc à chasse ne peut être installé
- Vérifier que le logement n'est pas raccordé sous le niveau de la chaussée.

Notre mission porte sur les parties visibles et accessibles, sans démontage ni manipulation. La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation en domaine privé, ni de l'état des canalisations, ni de la présence de fosses, ni du bon fonctionnement de l'installation ou des déboucheurs ; des séparateurs à hydrocarbures et huiles ; des séparateurs à graisses et fécules ; des filtres à lie de vin ; des filtres de neutralisation des acides etc...

Le contrôle des éléments reliés est réalisé avec du traceur de type fluorescéine.

En aucun cas, l'agent certificateur ne pourra se prononcer sur la conformité d'éléments non visibles ou non indiqués. D'autre part tous les éléments enterrés, comme des fosses, des canalisations ou autres qui non pas été indiqués par le propriétaire ou son représentant le jour de la visite, ne pourront faire l'objet d'une quelconque mise en cause du cabinet de diagnostic.

Le fait qu'un ouvrage ou qu'un élément ne soit pas visité ou non visible entraîne la non-conformité de l'installation.

A – Conclusion du Contrôle

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport,
L'INSTALLATION EST CONFORME

Mission réalisée le : 02/11/2017

Limite de validité du rapport : 2 ans à compter de sa réalisation pour une maison individuelle (la contre-visite sera facturée 75€)

B – IDENTITE DE L'OPÉRATEUR DU DIAGNOSTIC

Nom Prénom :	Frédéric SPINELLI
Nom de l'entreprise :	SARL NEWTON – AGENDA DIAGNOSTICS – Représentée par Mme Catherine EDANGE, gérante
Adresse :	1435 Bd Cambronne – Centre Inovia – 60400 NOYON Tél : 03 44 41 01 38 - agenda.catherine@orange.fr N° de Siret : 431 333 673 00041
Assurances RCP :	ALLIANZ – GRAS SAVOYE Police n° 49 366 477 Adhérent GS n°14 6868 Validité du 1 ^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017



Sarl Newton
BP 10043 – centre Inovia - 1435 Bd Cambronne
60400 NOYON
Tél : 03 44 41 01 38
Fax : 03 44 40 34 70 agenda.catherine@orange.fr

C – DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

Désignation du propriétaire	Désignation du donneur d'ordre
Nom : MR DOLPHIN - FAHAN Adresse : 34 /36 Rue du Marais 60490 MARQUEGLISE	Qualité : HUISSIER DE JUSTICE Notaire : Maître HARDY 60400 NOYON

D – DESIGNATION DU BIEN

Commune :	34 - 36 rue du Marais 60490 MARQUEGLISE			
Type de bien :	Maison Individuelle <input checked="" type="checkbox"/>	Appartement <input type="checkbox"/>	Local commercial <input type="checkbox"/>	Local agricole <input type="checkbox"/>
Autre type de bien :				
L'habitation est desservie par un réseau public d'eau potable :		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
L'habitation est-elle alimentée en eau le jour de la visite :		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Autre type d'alimentation :				

E – NATURE DES INSTALLATIONS (Domaine public)

Réseau Public :	Séparatif <input type="checkbox"/>	Unitaire <input checked="" type="checkbox"/>	Sous Vide <input type="checkbox"/>
Présence d'une boîte de raccordement :		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Si non, le raccordement est-il accessible depuis un regard sous la chaussée : Sans objet			
Nature du tampon de recouvrement de la boîte :		Fonte <input checked="" type="checkbox"/>	Béton <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/>



Sarl Newton
BP 10043 – centre Inovia - 1435 Bd Cambronne
60400 NOYON
Tél : 03 44 41 01 38
Fax : 03 44 40 34 70 agenda.catherine@orange.fr

F – ÉTAT DES INSTALLATIONS

Collecte des eaux usées (EU) MAISON :

- Il existe un évier ? Oui ☒ Non ☐ Non visible ☐
- Si oui l'évier débouche sur le toit ? Oui ☒ Non ☐
- Si oui l'évier est-il de diamètre équivalent à la plus grosse des canalisations ? Oui ☒ Non ☐
- Existe-t-il un regard privatif ? Oui ☒ Non ☐
- Ce regard privé est-il étanche ? Oui ☒ Non ☐
- Existe-t-il une servitude avec une autre propriété concernant les eaux usées ? Oui ☐ Non ☒ Non visible ☐
Exemple : canalisations en commun avec propriété voisine ou canalisations transitent par propriété voisine
- Les documents attestant de cette servitude ont été présentés lors du contrôle ? Sans objet
- Y a-t-il présence d'un wc broyeur dans le logement ? Oui ☐ Non ☒
- Existe-t-il un siphon sur chaque évacuation contrôlée ? Oui ☒ Non ☐ Siphon Non visible ☐
- Les écoulements se font correctement ? Oui ☒ Non ☐
- Un test à la fluorescéine a été réalisé sur tous les points d'eau ? Oui ☒ Non ☐
- L'installation est-elle raccordée au réseau public d'assainissement ? Oui ☒ Non ☐ Non visible ☐
- Existe-t-il une boîte de raccordement en domaine public ? Oui ☒ Non ☐ Se situe en domaine privé ☐
- Ce Boite est-elle étanche ? Oui ☒ Non ☐
- Le branchement est-il sous le niveau de la chaussée ? Oui ☐ Non ☒
- Le branchement est-il protégé par un dispositif anti-reflux ? Sans objet
- Est-ce que des eaux usées sont rejetées dans les eaux pluviales en domaine privé ? Oui ☐ Non ☒
- Si locaux commerciaux alimentaires : existe-t-il un dégraisseur ? Sans objet

Divers :

Anomalies constatées ? Oui ☐ Non ☒



Sari Newton
BP 10043 – centre Inovia - 1435 Bd Cambronne
60400 NOYON
Tél : 03 44 41 01 38
Fax : 03 44 40 34 70 agenda.catherine@orange.fr

Collecte des eaux pluviales (EP) MAISON :

- Il existe un ou plusieurs regards en domaine privatif ? Oui ☐ Non ☒
- Ce(s) regard(s) est (sont) à l'extérieur de l'habitation ? Sans objet
- Est-ce que les eaux pluviales sont rejetées vers un puits filtrant ? Oui ☐ Non ☐ En partie ☒
- Est-ce que les eaux pluviales sont rejetées au milieu naturel ? Oui ☐ Non ☐ En partie ☒
- Est-ce que les eaux pluviales sont rejetées au caniveau ? Oui ☐ Non ☒ En partie ☐
- Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau d'eau usées en domaine privatif Oui ☐ Non ☒
- Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau d'eau usées en domaine public Oui ☐ Non ☒
- Existe-t-il une boîte de collecte en domaine public (si séparatif) ? Oui ☐ Non ☐ Sans objet ☒
- Est-ce que ce regard est équipé d'un dispositif anti retour ? Sans objet
- Les eaux pluviales sont-elles raccordées à cette boîte de collecte ? Sans objet
- Existe-t-il une servitude avec une autre propriété concernant les eaux Pluviales ? Oui ☐ Non ☒
- Préciser „gouttières ou descentes communes avec la propriété voisine
- Test à la fumée réalisé ? Oui ☐ Non ☒
- L'écoulement se fait-t-il correctement ? Oui ☒ Non ☐
- Existe-t-il un système de récupération des eaux pluviales ? Oui ☐ Non ☒
- Pour quels usages ? Sans objet
- En cas d'utilisation des eaux pluviales récupérées pour un usage domestique, existe un compteur (impératif) ? Sans objet

Divers :

Observations :

Anomalies constatées ? Oui ☐ Non ☒



Sarl Newton
BP 10043 – centre inovia - 1435 Bd Cambronne
60400 NOYON
Tél : 03 44 41 01 38
Fax : 03 44 40 34 70 agenda.catherine@orange.fr

G – ANOMALIES IDENTIFIÉES ENTRAINANT UNE NON CONFORMITÉ

Néant

H – CONSTATATIONS DIVERSES

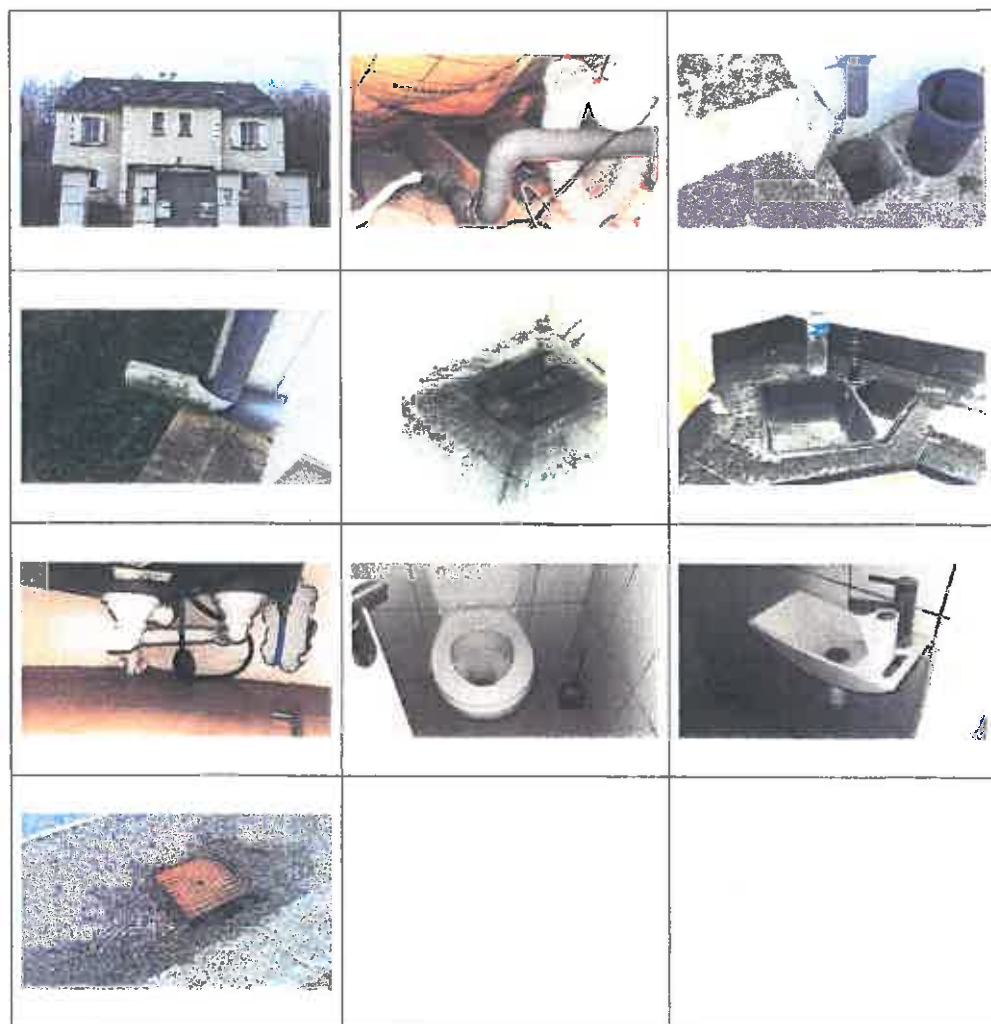
(Anomalies repérées n'entraînant pas de non-conformité)

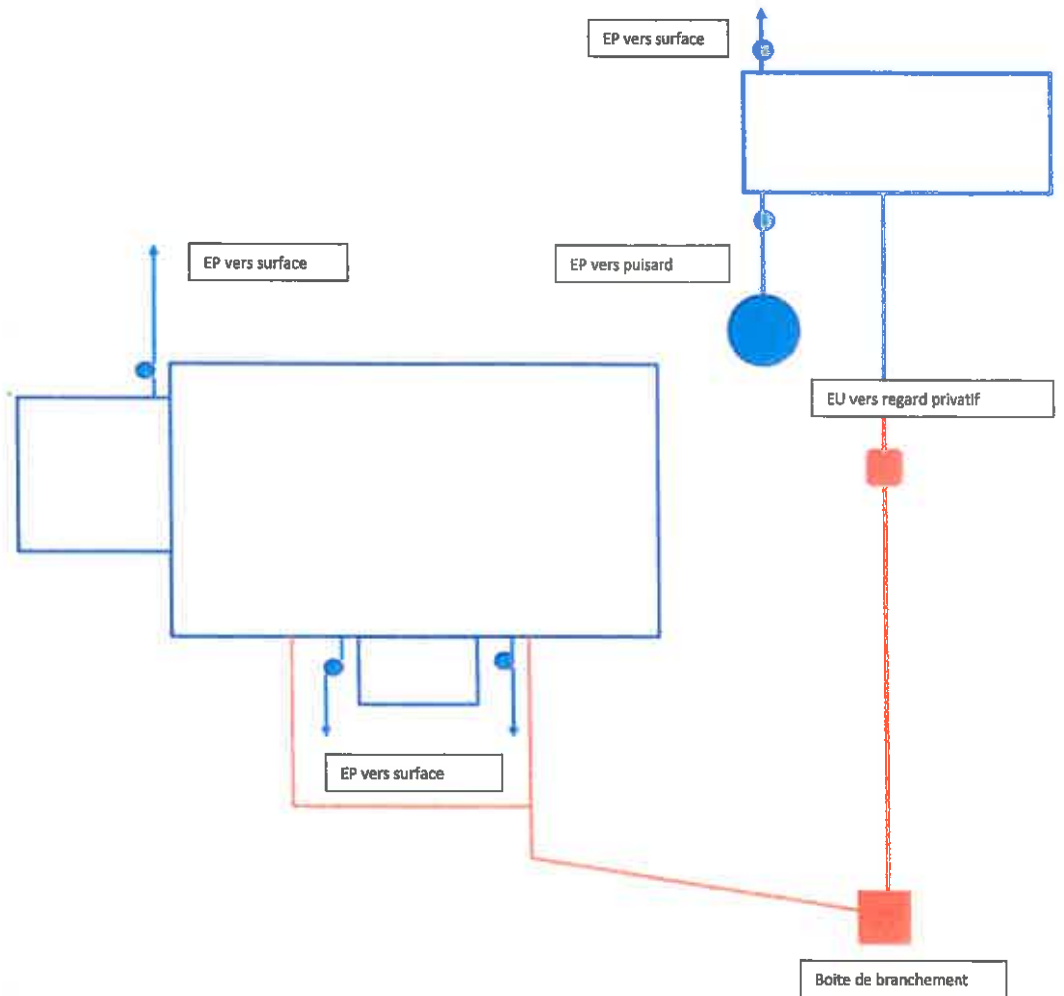
Néant

Certificat de conformité délivré le : 02/11/2017

Signature de l'agent certificateur

I - PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE





GLOSSAIRE

Boîte de branchement ou de collecte

Enceinte, munie d'un élément de fermeture amovible réalisé sur un branchement ou un collecteur qui permet depuis la surface l'accès de matériel mais ne permet pas l'entrée des personnes.

Nota : Elle est positionnée sur une canalisation de branchement ou de collecte.

Eaux usées domestiques

Eaux provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires.

Eaux ménagères

Eaux usées domestiques à l'exclusion des matières fécales et des urines.

Eaux vannes

Eaux usées domestiques contenant exclusivement des matières fécales et des urines.

Eaux pluviales

Eaux issues des toitures et des surfaces imperméables.

Eaux industrielles

Caractérise tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Fosses et autres installations de même nature

Dispositifs de traitement et d'accumulation, fosses septiques ou toutes eaux, bacs dégraisseurs, etc.

Nota : Dans le cas des installations raccordées au réseau public, ces dispositifs doivent être soit enlevés, soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Tampon

Élément de fermeture amovible.

Type de réseau public

Eaux usées : Le réseau ne reçoit que les eaux usées.

Unitaire : Le réseau reçoit les eaux usées et les eaux pluviales dans la même canalisation.

Séparatif : Le réseau reçoit les eaux usées et les eaux pluviales dans deux canalisations distinctes.

Ventilation

Dispositif permettant le renouvellement de l'air à l'intérieur des ouvrages, afin d'évacuer les gaz de fermentation.

ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'entretien des ouvrages d'assainissement collectif est un élément prépondérant du bon fonctionnement des installations.

Il convient notamment d'inspecter régulièrement et nettoyer si nécessaire les boîtes de collecte, afin d'éviter toute obstruction ou dépôt.

Toute opération d'entretien sur un appareil comportant un dispositif électromécanique est consignée dans un carnet.

Dans tous les cas d'entretien et de maintenance, il y a lieu de se référer aux recommandations d'entretien du fabricant.

RECOMMANDATIONS

Il est conseillé d'installer un dispositif anti-refoulement au niveau de la boîte de branchement, afin de se prémunir des mises en charge du réseau public lors de fortes pluies.

Nota : ce dispositif est obligatoire pour les portions de l'installation privative situées en contrebas du réseau public.

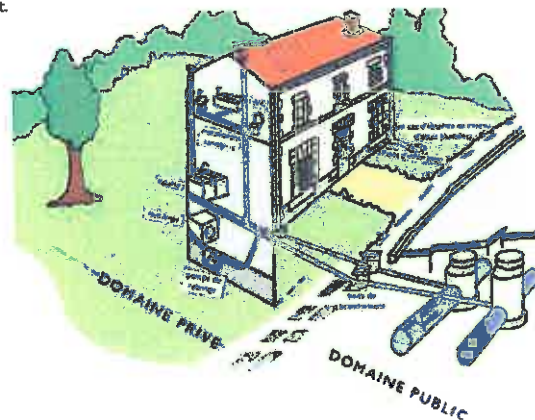
Le dispositif anti-refoulement doit être installé par le propriétaire en domaine privé et entretenu par ses soins.

La mise en place d'un siphon disconnecteur sur l'installation privative d'eaux usées permet de faire barrage aux odeurs issues du réseau public et de bloquer les gros déchets qui viendraient à pénétrer dans le circuit d'évacuation des eaux usées. Ce siphon disconnecteur doit rester accessible pour permettre un entretien périodique.

Les réseaux privés d'eaux usées et d'eaux pluviales doivent être réalisés en système séparatif à l'intérieur de la propriété et ce jusqu'au droit des boîtes de branchement distinctes situées en limite de propriété ou sous le domaine public.

Le raccordement des eaux pluviales au réseau public n'est pas obligatoire. Afin de limiter le volume d'eaux pluviales déversées dans le réseau public, il est préconisé de favoriser leur infiltration dans les espaces verts (noues, cuvettes en herbe, etc.) si la nature du terrain le permet, et/ou de récupérer les eaux de toiture dans une citerne pour des usages à l'intérieur ou à l'extérieur des habitations tels que définis dans l'arrêté du 21/08/2008 (WC, lavage des sols, arrosage).

Le raccordement des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire. Toutefois, ce type de déversement peut être autorisé dans la mesure où il est compatible avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles. L'autorisation de déversement est un document obligatoire délivré par la commune ou, le cas échéant, le gestionnaire du réseau. Toute modification de la nature des eaux industrielles déversées doit faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.





Police n°46 366 477 - Adhérent GS n°146866

Attestation d'assurance



Allianz Responsabilité Civile Activités de Services

La Sté d'Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex, certifie que :

NEWTON
Catherine EDANGE
1 rue du Tuquet
92300 VILLEQUIER-AUMONT

est garantie(e) par le contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit sous le numéro 46.366.477.

Ce contrat a pour objet de :

- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages garantis causés aux tiers, dans le cadre de ses activités assurées par le présent contrat et à concurrence des limites figurant au chapitre c. Montants des garanties et des franchises : dudit contrat, à savoir :

Evaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA)

Déagnostic amianté avant vente

Dossier technique amianté (DTA)

Dossier amianté parties privatives (DAPP)

Déagnostic amianté avant travaux ou rénovation

Contrôle visuel après travaux (norme NF X 46-021)

Compagne de fibres après travaux de retrait de l'AMCA

Exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes

Recherche de plomb avant travaux

Etat de l'installation intérieure de gaz

Déagnostic de performance énergétique (DPE) individuel

Déagnostic de performance énergétique (DPE) immeubles et bâtiments autres qu'habitation

Etat de l'installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

Loi Cotez

Etat des Risques Naturels, Miniers et Technologiques (ERNMT)

Milieu de copropriété, tantiers de charges

Déagnostic Technique SRU (DT)

Consuel logement décent

Prêt conventionné - Normes d'habitat

Déagnostic ménage habitable - Relevé de surcoûts

Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de construction

Etat des lieux locatif

Infra-son

Relevé de poles pour la réalisation de plans d'isolation et constat visuel de présence ou non de laines coupées dans les immeubles d'habitation

Détermination de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations

Installation de détecteurs de fumée

Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Conseil et Etude en Rénovation Énergétique

Assainissement autonome et collectif

Déagnostic sécurité piscine

La présente attestation est délivrée pour la période du 01 Janvier 2017 au 31 décembre 2017 et sous réserve du paiement de la cotisation émise au é émetteur.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat.

Il constitue une présomption d'application des garanties, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Etablie à La Défense, le 21 décembre 2016
Pour Allianz



Allianz I.A.R.D.
Entreprise régie par le Code des Assurances
Société anonyme au capital de 991 997 200 euros

Siège social
1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex
542 140 291 RCS Nanterre

ATTESTATION

Je soussigné Marc RESSONS, délégué à l'assainissement à l'Agglomération de la Région de Compiègne, atteste que la société AGENDA DIAGNOSTIC située 520 rue d'Orroire à Noyon est agréée par l'Agglomération de la Région de Compiègne



Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

ORIGINE DE PROPRIETE

Lesdits biens appartenant à Monsieur Olivier DOLPHIN et Madame Patrice Bertrande FANHAN suivant acte en date du 20 juin 2009 publié le 31 juillet 2009 sous la référence volume 2009 P numéro 3180 pour l'avoir acquis de Monsieur Marc Emile REMUE né le 4 septembre 1937 à MARQUEGLISE (60) et Madame Marie-Thérèse Berthe Armande BAUWENS née le 8 septembre 1941 à VILLERS TOURNELLE (80).

SAISIE IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont opposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R. 322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près le Tribunal devant lequel la vente est poursuivie, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains du séquestre désigné, après le jugement constatant la vente. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuites, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1^{er} RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

139 000,00 € - cent trente-neuf mille euros

**Fait et rédigé,
Le**

Vente DOLPHIN / FANHAN
Audience d'Orientation 3 avril 2018

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AUX DEBITEURS

L'an deux mille dix-huit, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal de Grande Instance de COMPIEGNE, a comparu, Me Marie-Pierre CHAMPAULT, Avocat au barreau COMPIEGNE, demeurant 29 rue Pierre Sauvage - 60200 COMPIEGNE, poursuivant la vente dont s'agit lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'assignation délivrée aux débiteurs afin de comparaître à l'audience d'orientation délivrée par actes de :

- Maître Louis-Victor FIRMIN, Huissier de Justice au LAMENTIN, en date du 3 janvier 2018,
- et de la SCP MATHURIN HATTY BOURGEOIS, Huissiers de Justice à POINTE A PITRE en date du 3 janvier 2018

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

**ASSIGNATION DU DEBITEUR A
COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DEVANT LE JUGE DE
L'EXECUTION DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE COMPIEGNE**

Le **TROIS JANVIER, DEUX MILLE SIX-HUIT**

A la requête de :

La **BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS** Société Anonyme
Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L
512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes
relatifs aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit - inscrite au
RCS PARIS 552 002 313 ayant son siège social à PARIS 13ème Immeuble
Sirius 76/78 avenue de France

Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en
cette qualité audit siège.

Elisant domicile chez Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat
au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre
Butin, et au cabinet de Me Marie-Pierre CHAMPAULT, Avocat au Barreau de
COMPIEGNE, demeurant 29 rue Pierre Sauvage - 60200 COMPIEGNE, lequel
est constitué et occupera sur les poursuites d'expropriation devant le
Tribunal de Grande Instance de COMPIEGNE et ses suites,

LOUIS-VICTOR FIRMIN

J'ai

Huissier de Justice

37, rue Léopold Bissol
97232 LE LAMENTIN

donné assignation à :

Tél : 05 96 51 14 38
Fax : 05 96 51 14 91

1°/ Monsieur Olivier DOLPHIN, Célibataire, de nationalité Française, né
le 16/10/1976 à FORT DE FRANCE (MARTINIQUE), domicilié BON AIR,
Morne des Esses, 100 impasse du Fer à Cheval - 97230 STE MARIE

Où étant et parlant à :

2°/ Madame Patrice Bertrande FANHAN, Célibataire, de nationalité
Française, née le 06/09/1974 à LES ABYMES (Guadeloupe), domiciliée Chez
Madame Cécile FANHAN, route de Chazeau - 97139 LES ABYMES

Où étant et parlant à :

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS

29, Rue Pierre Butin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 Fax 01 34 20 15 60
Touche 6

A comparaître devant Monsieur le Juge de l'exécution près le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE COMPIEGNE à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie immobilière en date des 13 septembre 2017 et 2 octobre 2017 publié en date du 3 novembre 2017 au Service de la Publicité Foncière de COMPIEGNE volume 2017 S numéro 42, avec mention en marge volume 2017 D numéro 7920, de votre Immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE MARQUEGLISE (Oise)

Un terrain et les constructions y édifiées sis 36 rue du Marais, cadastré section ZL numéro 77 pour 08a 82 ca.

L'audience d'orientation est fixée au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE COMPIEGNE céans 11 rue Henri de Séroux, BP 80059 - 60200 COMPIEGNE, salle des dites audiences, le **mardi 3 avril 2018 à 13 heures 30.**

TRES IMPORTANT

Vous pouvez vous présenter seul ; vous pouvez aussi vous faire assister ou représenter par un Avocat au Barreau COMPIEGNE. A défaut d'être présents ou représentés par un Avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier poursuivant.

A peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution par conclusions d'avocat, au plus tard lors de l'audience.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

Et à même requête et élection de domicile, JE VOUS FAIS SOMMATION DE :

Prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente, qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution où il sera déposé 5 jours ouvrables au plus tard après l'assignation, ou au cabinet de l'Avocat du créancier poursuivant.

La mise à prix fixée dans le cahier des conditions de vente est de :
139 000,00 € - cent trente-neuf mille euros

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au Juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Rappel des dispositions de l'article R 322-16 et R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

Article R 322-16 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L. 721-4 du Code de la Consommation, dans les conditions prévues à l'article R. 721-5 de ce Code. ».

Article R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation. »

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la Loi numéro 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et son décret d'application numéro 91-1266 du 19 décembre 1991.

La BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS détient une créance sur Monsieur Olivier DOLPHIN et Madame Patrice Bertrande FANHAN de :

1. Pour Monsieur Olivier DOLPHIN et Madame Patrice Bertrande FANHAN en ce qui concerne le prêt consenti par la BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS :

- la somme de 181.891,29 €, montant des sommes dues valeur au 19 mai 2017, selon décompte joint,
- les Intérêts postérieurs au 19 mai 2017 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux de 4,60 % l'an.

Les Intérêts moratoires seront calculés au taux de 4,60 % l'an, jusqu'à parfait paiement.

2. Pour Monsieur Olivier DOLPHIN au titre du jugement rendu par le Tribunal de Commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015 :

- la somme de 1.352,17 € au titre du solde débiteur du compte courant majoré des intérêts calculés au taux légal du 17 janvier 2013 jusqu'au jour du parfait paiement,
- la somme de 3.844,14 € au titre du prêt d'un montant de 28.000 €, majoré des intérêts calculés au taux contractuel de 4,95 % à compter du 17 janvier 2013 jusqu'au jour du parfait paiement,
- la somme de 1.000 € au titre des dispositions de l'article 700 du CPC,
- outre les dépens pour mémoire.

Ainsi qu'il ressort de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Isabelle LEDOUX, Notaire à RESSONS-SUR-MATZ (Oise), en date du 20 juin 2009, contenant prêt par la BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, au profit de Monsieur Olivier DOLPHIN et Madame Patrice Bertrande FANHAN.

Et de la copie exécutoire d'un jugement rendu par la première chambre du Tribunal de Commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015, définitif, portant condamnations à l'encontre de Monsieur Olivier DOLPHIN,

Le commandement de payer valant saisie immobilière précité s'est avéré vain.

C'est la raison pour laquelle le requérant s'est trouvé contraint d'attirer ses débiteurs à une audience d'orientation conformément aux dispositions de l'article R. 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution aux termes duquel :

« Dans les deux mois qui suivent la publication au fichier immobilier du commandement de payer valant saisie, le créancier poursuivant assigne le débiteur saisi à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation. »

« L'assignation est délivrée dans un délai compris entre un et trois mois avant la date d'audience. ».

Cette audience d'orientation permettra de constater la nécessité et la régularité de la saisie engagée, de statuer sur d'éventuelles contestations et demandes incidentes, de déterminer les modalités de la vente et de définir le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais et intérêts et autres accessoires.

Il conviendra également à cette audience, si la vente forcée du bien est ordonnée, que soient fixées les modalités de visite de l'immeuble, en application de l'article R 322-26 alinéa 2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution précité selon lequel :

« Le juge détermine les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant ».

Ces visites devront pouvoir intervenir avec le concours de la SELARL HARDY-BOSSÉ & PICY-MACQUIN à NOYON ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à Monsieur le Juge de l'exécution du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE COMPIEGNE de :

Vu les articles L 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Vu les articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Dire et juger valable la saisie initiée,

Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes,

Fixer le montant de la créance du poursuivant aux sommes précisées au commandement de payer, outre les intérêts au taux moratoire indiqué jusqu'à parfait paiement,

Déterminer les modalités de la vente,

Fixer les modalités de visite de l'immeuble saisi, dans le cas où la vente forcée de celui-ci serait ordonnée, en autorisant l'intervention de la SELARL HARDY-BOSSÉ & PICY-MACQUIN à NOYON ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente,

Dire que les dépens consisteront en frais privilégiés de vente.

LISTE DES PIECES :

- Acte de prêt en date du 20 juin 2009
- Jugement du Tribunal de Commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015
- Acte de signification du jugement du Tribunal de commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015
- Certificat de non appel
- Courriers recommandés AR en date du 12 décembre 2016 et 10 mars 2017

- Commandement de payer valant saisie immobilière en date des 13 septembre et 2 octobre 2013
- Etats hypothécaires sur publication du commandement de payer valant saisie immobilière
- Procès-verbal de description et d'occupation établi par Maître Emmanuelle HARDY-BOSSE, Huissier de Justice à NOYON en date du 2 novembre 2017

Louis-Victor FIRMIN
Huissier de Justice
37 rue Léopold Blesol
97232 LAMENTIN
Tél: 05-98-51-14-38
Télécopie: 05-98-51-14-91
Activité Principale Complète
Affecté art.84
CCM 16159 05204 00020210801 82
etude.firmin@orange.fr

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	47,40
D.E.P.	
AJL444.15	
VACATION	
TRANSPORT	16,47
N.T.	63,87
TVA 6,50%	5,43
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CG	14,89
FRAIS POSTAUX	1,30
DEBOURS	
T.T.C.	85,49

Acte soumis à la taxe forfaitaire



Références : C00427UMH2/AAZ
Foté le 04.01.2018

MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION (R)
(REMISE A DOMICILE)

L'An DEUX MILLE DIX HUIT le TROIS JANVIER

A LA DEMANDE DE :

Société Anonyme BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552002313 dont le siège social est situé Imm. Sirius, 76/78 Avenue de France à PARIS (75013), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

Monsieur DOLPHIN Olivier
Bon Air Mome des Esses 100 Impasse du Far à Cheval
97230 STE MARIE

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au domicile du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
confirmation par sa mère au domicile
confirmation de l'adresse lors d'une précédente signification

La signification à la personne même du destinataire de l'acte s'avérant impossible pour les raisons suivantes :
Absent

J'ai rencontré : Mme DOLPHIN Hélène, sa mère ainsi déclaré qui a accepté de recevoir la copie.

J'ai laissé copie de l'acte sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le nom de la personne ayant reçu la copie a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 7 feuilles.

Me FIRMIN Louis-Victor



23/09

SCP MMATHURIN-D.HATTY
J.BOURGEOIS
Huissiers de Justice Associés
28, rue Frébaud
97110 POINTE A PITRE
www.huissiers-guadeloupe.com
Tél : 05.90.83.42.17
Fax : 05.90.83.58.81
SIRET : 3408523800028
RIB:40031 00001 000283554K 19

EXPÉDITION

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**



**ASSIGNATION A COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DU JUGE DE L'EXECUTION
DU TRIBUNAL GRANDE INSTANCE**

A

Madame FANHAN Patrice Bertrande
née le 6 septembre 1974 à Abymes (971)
C/O Mme Cécile FANHAN
Route de Chazeau
97139 ABYMES

A LA DEMANDE DE

S.A. BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS
RCS PARIS 662 002 313
76/78 avenue de France
13 Imm. Strius
75204 PARIS CEDEX 13

Correspondant BUISSON & ASSOCIES

Société Civile Professionnelle
Muriel MATHURIN
Daniel HATTY
Jimmy BOURGEOIS
Huissiers de Justice Associés
28 Rue Frébault
97110 POINTE-A-PITRE
Tél : 0590 83 42 17 - Fax : 0590 83 69 01
www.huissiers-guadeloupe.com

**ASSIGNATION DU DEBITEUR A
COMPARAITRE A L'AUDIENCE
D'ORIENTATION DEVANT LE JUGE DE
L'EXECUTION DU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE COMPIEGNE**

*L'ANDEUR Mille Dix Huit
et Le Trois Janvier*

A la requête de :

EXPÉDITION

La **BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS** Société Anonyme
Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L
512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes
relatifs aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit - inscrite au
RCS PARIS 552 002 313 ayant son siège social à PARIS 13ème Immeuble
Sirius 76/78 avenue de France

Agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en
cette qualité audit siège.

Elisant domicile chez Maître Paul BUISSON, BUISSON & ASSOCIES, avocat
au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE 95300 - 29, rue Pierre
Budin, et au cabinet de Me Marie-Pierre CHAMPAULT, Avocat au Barreau de
COMPIEGNE, demeurant 29 rue Pierre Sauvage - 60200 COMPIEGNE, lequel
est constitué et occupera sur les poursuites d'expropriation devant le
Tribunal de Grande Instance de COMPIEGNE et ses suites,

J'ai
Nous Muriel MATHURIN
Daniel HATTY - Jimmy BOURGEOIS

Huissiers de Justice Associés
Près le Tribunal de Grande Instance
de Pointe-à-Pitre (97110)
y demeurant 28 Rue Frébault
COMPIEGNE

donné assignation à :

1°/ Monsieur Olivier DOLPHIN, Célibataire, de nationalité Française, né
le 16/10/1976 à FORT DE FRANCE (MARTINIQUE), domicilié BON AIR,
Morne des Esses, 100 impasse du Fer à Cheval - 97230 STE MARIE

Où étant et parlant à :

FAX EXPLOIT SÉPARÉ

2°/ Madame Patrice Bertrande FANHAN, Célibataire, de nationalité
Française, née le 06/09/1974 à LES ABYMES (Guadeloupe), domiciliée Chez
Madame Cécile FANHAN, route de Chateau - 97139 LES ABYMES

Où étant et parlant à :

Comme il est dit en fin d'acte

BUISSON & ASSOCIÉS
AVOCATS
29, Rue Pierre Budin
95300 PONTOISE
Tél. 01 34 20 15 62 Fax 01 34 20 15 60
Touche 6

A comparaître devant Monsieur le Juge de l'exécution près le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE COMPIEGNE à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie immobilière en date des 13 septembre 2017 et 2 octobre 2017 publié en date du 3 novembre 2017 au Service de la Publicité Foncière de COMPIEGNE volume 2017 S numéro 42, avec mention en marge volume 2017 D numéro 7920, de votre immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE MARQUEGLISE (Oise)

Un terrain et les constructions y édifiées sis 36 rue du Marais, cadastré section ZL numéro 77 pour 08a 82 ca.

L'audience d'orientation est fixée au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE COMPIEGNE céans 11 rue Henri de Sérour, BP 80059 - 60200 COMPIEGNE, salle des dites audiences, le **mardi 3 avril 2018 à 13 heures 30**.

TRES IMPORTANT

Vous pouvez vous présenter seul ; vous pouvez aussi vous faire assister ou représenter par un Avocat au Barreau COMPIEGNE. A défaut d'être présents ou représentés par un Avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier poursuivant.

A peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution par conclusions d'avocat, au plus tard lors de l'audience.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

Et à même requête et éléction de domicile, JE VOUS FAIS SOMMATION DE :

Prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente, qui peut être consulté au greffe du juge de l'exécution où il sera déposé 5 jours ouvrables au plus tard après l'assignation, ou au cabinet de l'Avocat du créancier poursuivant.

La mise à prix fixée dans le cahier des conditions de vente est de : **139 000,00 € - cent trente-neuf mille euros**

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au Juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Rappel des dispositions de l'article R 322-16 et R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

Article R 322-16 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L. 721-4 du Code de la Consommation, dans les conditions prévues à l'article R. 721-5 de ce Code. ».

Article R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

« La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation. »

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la Loi numéro 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et son décret d'application numéro 91-1266 du 19 décembre 1991.

La BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS détient une créance sur Monsieur Olivier DOLPHIN et Madame Patrice Bertrande FANHAN de :

1. Pour Monsieur Olivier DOLPHIN et Madame Patrice Bertrande FANHAN en ce qui concerne le prêt consenti par la BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS :

- la somme de 181.891,29 €, montant des sommes dues valeur au 19 mai 2017, selon décompte joint,
- les intérêts postérieurs au 19 mai 2017 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux de 4,60 % l'an.

Les intérêts moratoires seront calculés au taux de 4,60 % l'an, jusqu'à parfait paiement.

2. Pour Monsieur Olivier DOLPHIN au titre du jugement rendu par le Tribunal de Commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015 :

- la somme de 1.352,17 € au titre du solde débiteur du compte courant majoré des intérêts calculés au taux légal du 17 janvier 2013 jusqu'au jour du parfait paiement,
- la somme de 3.844,14 € au titre du prêt d'un montant de 28.000 €, majoré des intérêts calculés au taux contractuel de 4,95 % à compter du 17 janvier 2013 jusqu'au jour du parfait paiement,
- la somme de 1.000 € au titre des dispositions de l'article 700 du CPC,
- outre les dépens pour mémoire.

Ainsi qu'il ressort de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Isabelle LEDOUX, Notaire à RESSONS-SUR-MATZ (Oise), en date du 20 juin 2009, contenant prêt par la BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, au profit de Monsieur Olivier DOLPHIN et Madame Patrice Bertrande FANHAN.

Et de la copie exécutoire d'un jugement rendu par la première chambre du Tribunal de Commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015, définitif, portant condamnations à l'encontre de Monsieur Olivier DOLPHIN.

Le commandement de payer valant saisie immobilière précité s'est avéré vain.

C'est la raison pour laquelle le requérant s'est trouvé contraint d'attirer ses débiteurs à une audience d'orientation conformément aux dispositions de l'article R. 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution aux termes duquel :

« Dans les deux mois qui suivent la publication au fichier immobilier du commandement de payer valant saisie, le créancier poursuivant assigne le débiteur saisi à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation. »

« L'assignation est délivrée dans un délai compris entre un et trois mois avant la date d'audience. ».

Cette audience d'orientation permettra de constater la nécessité et la régularité de la saisie engagée, de statuer sur d'éventuelles contestations et demandes incidentes, de déterminer les modalités de la vente et de définir le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais et intérêts et autres accessoires.

Il conviendra également à cette audience, si la vente forcée du bien est ordonnée, que soient fixées les modalités de visite de l'immeuble, en application de l'article R 322-26 alinéa 2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution précité selon lequel :

« Le juge détermine les modalités de visite de l'immeuble à la demande du créancier poursuivant ».

Ces visites devront pouvoir intervenir avec le concours de la SELARL HARDY-BOSSÉ & PICY-MACQUIN à NOYON ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé à Monsieur le Juge de l'exécution du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE COMPIEGNE de :

Vu les articles L 311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Vu les articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Dire et juger valable la saisie initiée,

Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes,

Fixer le montant de la créance du poursuivant aux sommes précisées au commandement de payer, outre les intérêts au taux moratoire indiqué jusqu'à parfait paiement,

Déterminer les modalités de la vente,

Fixer les modalités de visite de l'immeuble saisi, dans le cas où la vente forcée de celui-ci serait ordonnée, en autorisant l'intervention de la SELARL HARDY-BOSSÉ & PICY-MACQUIN à NOYON ou tout autre huissier de justice qu'il plaira à la juridiction de nommer, lequel pourra, si besoin est, se faire assister de tous ceux dont l'intervention lui sera nécessaire pour remplir sa mission et notamment pour lui permettre de faire procéder aux diagnostics nécessaires à la vente,

Dire que les dépens consisteront en frais privilégiés de vente.

LISTE DES PIECES :

- Acte de prêt en date du 20 juin 2009
- Jugement du Tribunal de Commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015
- Acte de signification du jugement du Tribunal de commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015
- Certificat de non appel
- Courriers recommandés AR en date du 12 décembre 2016 et 10 mars 2017

- Commandement de payer valant saisie immobilière en date des 13 septembre et 2 octobre 2013
- Etats hypothécaires sur publication du commandement de payer valant saisie immobilière
- Procès-verbal de description et d'occupation établi par Maître Emmanuelle HARDY-BOSSE, Huissier de Justice à NOYON en date du 2 novembre 2017

SCP MATHURIN-D.HATTY
J.BOURGEOIS
Huissiers de Justice Associés
28, rue Fréauil
97110 POINTE A PITRE
www.huissiers-guadeloupe.com
Tél : 05.90.83.42.17
Fax : 05.90.83.59.81
SIRET : 34085523800028
RIB:40031 00001 0300283554K 19

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	71,50
D.E.P.	
AL444-15	
VACATION	
TRANSPORT	5,00
H.T.	76,50
TVA 8,00%	6,50
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	14,00
FRAIS POSTAUX	1,75
DEBOURS	
T.T.C.	98,44



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION DEVANT LE TRIBUNAL GRANDE INSTANCE

(REMISE A DOMICILE)

L'AN DEUX MILLE DIX HUIT et le TROIS JANVIER

A LA DEMANDE DE :

S.A. BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, inscrite au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 552 002 313 dont le siège social est situé 78/78 avenue de France, 13 Imm. Sirius à PARIS CEDEX 13 (75204), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

Madame FANHAN Patrice Bertrande
C/O Mme Cécile FANHAN Route de Chazeau
97139 ABYMES

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au domicile du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :

- confirmation par la personne présente au domicile

La signification à la personne même du destinataire de l'acte s'avérant impossible pour les raisons suivantes :

- absence momentanée

J'ai rencontré : Madame LAFORTUNE Angèle, sa soeur ainsi déclaré, qui a accepté de recevoir la copie.

J'ai laissé copie de l'acte sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.


Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le nom de la personne ayant reçu la copie a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

Le copie du présent acte comporte 8 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Jimmy BOURGEOIS


☐ Nuriel MATHURIN
☐ Daniel HATTY
☒ Jimmy BOURGEOIS

Vente DOLPHIN / FANHAN
Audience d'Orientation 3 avril 2018

**DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE**

L'an deux mille dix-huit, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal de Grande Instance de
COMPIEGNE, a comparu Me Marie-Pierre CHAMPAULT de Maître Marie-
Pierre CHAMPAULT, Avocat au barreau COMPIEGNE, demeurant 29 rue
Pierre Sauvage - 60200 COMPIEGNE, poursuivant la vente dont s'agit
lequel a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des
procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions
de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du
commandement valant saisie,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
 N° de la demande : 17 H 10105
 Déposée le : 06/11/2017
 Références du dossier : 16332

Demande de copie de documents ⁽¹⁾
 (pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

INFORMATIONS DE LA DEMANDE	
M. BUISSON & ASSOCIÉS Avocats 28 rue Pierre Buteux 95300 PONTOISE	
N° _____ déposée le <u>31/10/2017</u> Références du dossier : <u>BPRP / DOLPHIN et FANHAN / DAN</u> Service de dépôt : <u>COMPIEGNE</u>	Adresse courriel ⁽²⁾ : _____ Téléphone : <u>01.34.20.15.62</u> A <u>Pontoise</u> , le <u>30/10/2017</u> Signature 

Copie des documents :

- nombre de bordereaux d'inscriptions demandés : _____	x 6 € = _____ €
- nombre d'états descriptifs de division, de modificatifs ou de règlements de copropriété demandés : _____	x 30 € = _____ €
- autres documents demandés : _____	x 15 € = _____ €
Frais de renvoi = _____ €	
<input type="checkbox"/> règlement joint <input checked="" type="checkbox"/> compte usager	TOTAL = 0,00 €

MODE DE PAIEMENT (à compléter et à joindre avec la demande)

☐ numéraire
☐ chèque ou C.D.C.
☐ mandat
☐ virement
☐ utilisation du compte d'usager : _____

QUITTANCE : _____

NATURE DES REQUÊTES DEMANDÉES

Le service de la publicité foncière est requis de délivrer un(e) :

☒ copie
☐ demande spéciale prévue par le § 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

des documents ou formalités désignés ci-après.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation de l'immeuble pour lesquels les documents sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

NATURE ET REPERTOIRE DES DOCUMENTS OU FORMALITÉS				
N°	Nature du document (bordereau d'inscription, saisie, publication)	Date de la formalité	Volume	Numéro
1	toutes formalités d'inscriptions délivrées dans le 3233 ci-joint		2009 V	1124
2			2009 V	1125
3			2014 V	960
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

☒ DEMANDE IRREGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ demande irrégulière en la forme ☐ défaut de paiement
☐ demande non signée et/ou non datée ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé
☐ autre : _____

☒ REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie qu'il n'existe, dans sa documentation :

- ☐ aucun document ou formalité.
☒ que les documents dont copies sont ci-jointes dans un état comportant 12 pages / 3 formalités.

copies au 12/10/2017

le 7/11/2017

Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,Annie D'AZZUTTI
Contrôleur des finances publiques

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

2009 D N° 5347
PRPD

Date : 31/07/2009
Volume : 2009 V N° 1124

N° 3267-P

DROITS : Néant

Salaires : 57,00 EUR

Droits : Néant

2009 D N° 5348
HCON

Date : 31/07/2009
Volume : 2009 V N° 1125

3660	150.000,00 EUR *	0,60 %=	900,00 EUR ES :
Y125	900,00 EUR *	2,50 %=	23,00 EUR
B470	150.000,00 EUR *	0,10 %=	150,00 EUR AIRES :

Salaires : 75,00 EUR

Droits : 1.073,00 EUR

TOTAL

INSCRIPTION DU PRIVILEGE DE PRETEUR DE
DENIERS ET D'HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE

AYANT EFFET JUSQU'AU
05 Juillet 2030

☐ l'échéance ☒ la dernière
échéance
☒ est ☐ n'est pas
déterminée et future

EST REQUISE AVEC ELECTION DE DOMICILE

DOMICILE ELU

A RESSONS SUR MATZ, en l'étude de Maître Isabelle LEDOUX, notaire
soussigné, pour l'inscription et le renvoi des pièces.

EN VERTU DE :

TITRE DU CREANCIER

- 1) Les articles 2374 2° et 2379 du Code civil
- 2) L'acte reçu par Maître Isabelle LEDOUX, notaire à RESSONS SUR MATZ (60490), 48 rue Georges Latapie, le 20 Juin 2009, portant vente des biens et droits immobiliers ci-après désignés, et constatant le paiement de la totalité du prix, quittancé par le vendeur, à l'aide de deniers empruntés en vue de ce paiement, aux termes du même acte.
- 3) Affectation hypothécaire complémentaire par l'emprunteur des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

AU PROFIT DE :

CREANCIER(S)

- BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, Société anonyme
Coopérative de Banque Populaire à Capital variable, dont le siège social est à
PARIS CEDEX 13 (75204), 7678 avenue de France.
Identifiée sous le numéro SIREN 552 002 313, et immatriculée au Registre
du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 552 002 313.

CONTRE :

PROPRIETAIRE GREVE

Monsieur DOLPHIN Olivier, gérant de société, demeurant à COMPIEGNE
(60200), 2 ter avenue du Chemin de Fer, Rés. Le Carrousel Appart. 76E.

Né à FORT DE FRANCE (97200), le 16 octobre 1976.

Célibataire.

Mademoiselle FANHAN Patrice Bertrande, gestionnaire ressources humaines, demeurant à COMPIEGNE (60200), 2^{ter} avenue du Chemin de Fer, Rés. Le Carrousel Appart. 76E.

Née à LES ABYMES (97139), le 06 septembre 1974.

Célibataire.

Débiteur(s) Solidaires

Les acquéreurs ayant déclaré faire cette acquisition à concurrence de 1/2 chacun.

SUR :

IMMEUBLE GREVE

La pleine propriété de :

Un terrain destiné à la construction d'une maison à usage d'habitation individuelle situé(e) à MARQUEGLISE (60490), rue du Moulin Becquerel,

Ledit immeuble devant figurer au cadastre sous les références suivantes :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieu dit	Contenance
	ZL	77	Au dessus des Prés du Vivier	08 a 82 ca
Contenance totale				08 a 82 ca

Cette parcelle formant le lot numéro 14 du lotissement dénommé LE COLOMBIER, bénéficie d'une surface hors oeuvre nette constructible de 220 m² ainsi qu'il résulte du règlement du lotissement joint à l'arrêté préfectoral de lotissement en date à NOYON du 26 Juillet 2006.

Sont compris dans l'affectation hypothécaire :

- tous immeubles dont s'agit, et notamment toutes constructions, même si elles n'ont pas été spécialement indiquées dans la désignation qui précède ;
- toutes dépendances desdits immeubles, sans aucune exception ni réserve, et notamment tous immeubles par destination, toutes constructions nouvelles ou améliorations qui pourraient être faites.

APPARTENANT A :

EFFET RELATIF

Au "Propriétaire grevé", en vertu de l'acte de vente susvisé, dont la publication est requise en même temps que celle du présent bordereau.

POUR SURETE DE :

CREANCE GARANTIE

1°) En ce qui concerne le PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS

La somme de QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE EUROS, représentant le montant de la partie du prêt susénoncé

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification.

consenti par le créancier au propriétaire grevé, ayant servi à due concurrence pour l'acquisition de l'immeuble ci-dessus désigné, stipulé :

Remboursable en deux cent quarante échéances mensuelles constantes, la première à échéance du 05 Août 2009, et la dernière à échéance du 05 Juillet 2029 avec intérêts au taux de quatre virgule soixante pour cent l'an (4,60 %) l'an

Ci, 95.000,00

Les intérêts dont la loi conserve le rang, portés ici pour mémoire,

Ci, MEMOIRE

Tous accessoires, comprenant les sommes dues pour indemnité en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, frais de poursuite et de mise à exécution, dommages-intérêts, évalués, DIX-NEUF MILLE EUROS ;

Ci, 19.000,00

Total sauf mémoire,

Ci, 114.000,00

2°) En ce qui concerne l'HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE

Et la somme de CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS, montant complémentaire du prêt susénoncé consenti par le créancier au propriétaire grevé, non garanti par un privilège, stipulé Remboursable en deux cent quarante échéances mensuelles constantes, la première à échéance du 05 Août 2009, et la dernière à échéance du 05 Juillet 2029 avec intérêts au taux de quatre virgule soixante pour cent l'an (4,60 %) l'an,

Ci, 125.000,00

Les intérêts dont la loi conserve le rang, portés ici pour mémoire,

Ci, MEMOIRE

Tous accessoires, comprenant les sommes dues pour indemnité en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, frais de poursuite et de mise à exécution, dommages-intérêts, évalués, VINGT-CINQ MILLE EUROS ;

Ci, 25.000,00

Total sauf mémoire,

Ci, 150.000,00

DISPOSITIONS PARTICULIERES - RENVOIS

COPIE EXECUTOIRE A ORDRE

Les parties ont requis le notaire soussigné de délivrer une copie exécutoire à l'Ordre au prêteur pour la somme de DEUX CENT VINGT MILLE EUROS (220.000,00 €).

CERTIFICAT DE CONFORMITE ET CERTIFICATION D'IDENTITE

Le soussigné, Maître Isabelle LEDOUX, notaire à RESSONS SUR MATZ

Les dispositions des articles 34,35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification.

(60490), 48 rue Georges Latapie, certifie conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre pages et approuve :

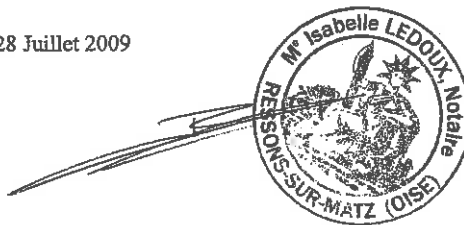
Aucun mot nul

Aucun renvoi

Il certifie également que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée par la production d'un extrait d'acte de naissance ayant moins de six mois de date, et que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le présent bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.

A RESSONS SUR MATZ

Le 28 Juillet 2009



PARTIE RESERVEE AU CONSERVATEUR

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification.

3660 5 577,00 EUR * 0,70 % = 46,00 EUR
Y125 46,00 EUR * 2,14 % = 1,00 EUR

CSI : 8,00 EUR		Droits : 47,00 EUR	
Service de la puonone foncière		Dépôt	Date
<u>COMPIEGNE</u>		Vol.	N°
Effet jusqu'au :	Principal : €	Taxes : €	
	Accessoires : €	CSI ⁽¹⁾ : €	
	Total €	Total €	
Inscription <u>D'Hypothèque judiciaire</u>		<input type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance <input type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
Ayant effet jusqu'au <u>SIX JUIN DEUX MILLE VINGT SEPT</u>			
Est requise avec élection de domicile à : DOMICILE LÉU			
Maître Paul BUISSON, CABINET BUISSON & ASSOCIES, avocat à PONTOISE (95300) 29 rue Pierre Butin			
En vertu de : TITRE DU CRÉANCIER			
De la Grosse d'un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de COMPIEGNE en date du 28 juillet 2015 signifié à partie le 9 octobre 2015, et devenu définitif le 9 novembre 2015			
Au profit de : CRÉANCIER			
BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS; Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L 512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit - inscrite au RCS de PARIS sous le n°552 002 313 ayant son siège social Immeuble Sirius 76/78 avenue de France 75204 PARIS CEDEX 13, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège			

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Contre :

PROPRIÉTAIRE GREVE

Monsieur Olivier DOLPHIN, célibataire, né le 16 octobre 1976 à FORT DE FRANCE (MARTINIQUE),
domicilié 36 rue du Marais 60490 MARQUEGLISE

Débiteur

Sur :

IMMEUBLE GREVE

sur les parts et portions du bien immobilier appartenant à Monsieur DOLPHIN situé sur la commune de
MARQUEGLISE (60490) cadastré section ZL 77

Appartenant à :**EFFET RELATIF**

A l'indivision DOLPHIN / FANHAN suivant acte acquisitif publié le 31 juillet 2009 volume 2009 P n° 3180

Pour sûreté de :**CRÉANCE GARANTIE**conservation et avoir paiement de sa créance fixée par le jugement du Tribunal
de Commerce de COMPIEGNE 28 juillet 2015

Principal 1ère condamnation 1.352,17

+ intérêts au taux légal du 17-01-2013 jusqu'au parfait paiement pour mémoire

Principal 2ème condamnation 3.844,14

+ intérêts 4,95% du 17-01-2013 jusqu'au parfait paiement pour mémoire

+ article 700 1.000,00

+ dépens pour mémoire 81,12

+ frais de mise à exécution de la créance sauf à parfaire ou à diminuer 300,00

Total ... 6.577,43 €

DISPOSITIONS PARTICULIERES - RENVOIS

CERTIFICATIONS

(montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné Maître Paul BUISSON, CABINET BUISSON & ASSOCIES, Avocat à PONTOISE (95300) 29 rue Pierre Butin certifie, que le contenu du présent bordereau, établi sur quatre pages, est conforme au jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Compiègne du 28 juillet 2015, notamment en ce qui concerne le montant de la créance garantie et que les deux bordereaux sont conformes entre eux.

il certifie également que l'identité complète des parties, telle qu'elle est indiquée dans le présent document, lui a été régulièrement justifiée

À PONTOISE....., le ..06. / ..06. / ..2017.....

(signature et cachet)



PARTIE RESERVEE AU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

Demande de renseignements ⁽¹⁾


 (pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

 N° de la demande : 17542

 Déposée le : 03 NOV. 2017

 Références du dossier : 17 F 3615

INFORMATIONS ET ACTIVITES A DÉVELOPPER	IDENTIFIANT CADASTRE ET SITUATION DES BIENS
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : <u>Commandement immobilier des 13.09.2017 et 02.10.2017</u> BPRP / DOLPHIN et EANHAN : <u>den</u> Service de dépôt : <u>COMPIEGNE</u>	M BUISSON & ASSOCIES Avocate <u>29 rue Pierre Butin</u> <u>95300 Pontois</u> Adresse courriel ⁽²⁾ : Téléphone : <u>01.34.20.15.62</u>
CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	
Formalité du : Vol. N°	A PONTOISE, le 30/10/2017 Signature 

COÛT	
Demande principale :	12 €
Nombre de feuilles intercalaires :	
- nombre de personnes supplémentaires :	1 x 5 € = 5 €
- nombre d'immeubles supplémentaires :	x 3 € = 0 €
Frais de renvoi :	2,00 €
<input type="checkbox"/> règlement joint <input checked="" type="checkbox"/> compte usager	TOTAL = 19,00 €

MODE DE PAIEMENT (à renseigner à l'administration)	
<input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager :	QUITTANCE :

RÉCAPITULATIF DES FORMALITÉS	
- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le :	- Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'àinclusivement.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

IDENTIFICATION DES PERSONNES				
N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁴⁾	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	DOLPHIN		Olivier	18.10.1976 - FORT DE FRANCE (97200)
2	FANHAN		Patrice Bertrande	06.09.1974 - LES ABYMES (97139)
3	REMUE		Marc Emile	04.09.1937 - MARQUEGLISE

MARQUEGLISE (97400)				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	MARQUEGLISE (97400) 38 rue du Marais	section ZI, numéro 77		
2				
3				
4				
5				

ex ZI 53
ex ZC 122
ex ZC 114
ex ZC 100

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

☐ DEMANDE IRRÉGULIÈRE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) ☐ demande non signée et/ou non datée
☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles ☐ défaut de paiement
☐ demande irrégulière en la forme ☐ autre : _____

☐ REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIEREDans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁵⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :

- ☐ aucune formalité.
☐ que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint.
☐ que les seules formalités figurant sur les _____ faces de copies de fiches ci-jointes.

le _____,

Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁴⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.⁽⁵⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
pour la période postérieure au 31 décembre 1955

Feuille intercalaire n°1.....

Référence dossier :BPRP/DOLPHUNDAN.....

N° de la demande :

IDENTIFICATION OF DEMANDS

CABINET BUISSON

29 rue Pierre Butin

95300 PONTOISE

IDENTIFI-CAÇÃO DAS PESSOAS CONCORDANTES À DEMANDA

[illegible]

DESIGNATION DISTINGUISHABLES (suite)

[illegible]

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité financière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

⁽¹⁾ Identité et adresse postale du requérant.

2) Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.



Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
COMPIEGNE

Demande de renseignements n° 2017F3675
déposée le 03/11/2017, par Maître BUISSON & ASSOCIES

Réf. dossier : COMMANDYT VAL SAISIE/DOLPHIN

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDII : du 01/01/1967 au 01/06/2000
[x] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 11 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDII : du 02/06/2000 au 10/10/2017 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 13 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 11/10/2017 au 03/11/2017 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe que les 2 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A COMPIEGNE, le 06/11/2017

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Claudine SEBRIER

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiées relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

A - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX										B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)									
N° d'ordre	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	N° du plan	Immatriculation	Observations	Observations	Observations	Observations	Observations	Observations	Observations	Observations	Observations
33	104	104	104	104	104	104	104	104	104										
34	105	105	105	105	105	105	105	105	105										
35	106	106	106	106	106	106	106	106	106										
36	107	107	107	107	107	107	107	107	107										
37	108	108	108	108	108	108	108	108	108										
38	109	109	109	109	109	109	109	109	109										
39	110	110	110	110	110	110	110	110	110										
40	111	111	111	111	111	111	111	111	111										
41	112	112	112	112	112	112	112	112	112										
42	113	113	113	113	113	113	113	113	113										
43	114	114	114	114	114	114	114	114	114										
44	115	115	115	115	115	115	115	115	115										
45	116	116	116	116	116	116	116	116	116										
46	117	117	117	117	117	117	117	117	117										
47	118	118	118	118	118	118	118	118	118										
48	119	119	119	119	119	119	119	119	119										
49	120	120	120	120	120	120	120	120	120										
50	121	121	121	121	121	121	121	121	121										
51	122	122	122	122	122	122	122	122	122										
52	123	123	123	123	123	123	123	123	123										
53	124	124	124	124	124	124	124	124	124										
54	125	125	125	125	125	125	125	125	125										
55	126	126	126	126	126	126	126	126	126										
56	127	127	127	127	127	127	127	127	127										
57	128	128	128	128	128	128	128	128	128										
58	129	129	129	129	129	129	129	129	129										
59	130	130	130	130	130	130	130	130	130										
60	131	131	131	131	131	131	131	131	131										
61	132	132	132	132	132	132	132	132	132										
62	133	133	133	133	133	133	133	133	133										
63	134	134	134	134	134	134	134	134	134										
64	135	135	135	135	135	135	135	135	135										
65	136	136	136	136	136	136	136	136	136										
66	137	137	137	137	137	137	137	137	137										
67	138	138	138	138	138	138	138	138	138										
68	139	139	139	139	139	139	139	139	139										
69	140	140	140	140	140	140	140	140	140										
70	141	141	141	141	141	141	141	141	141										
71	142	142	142	142	142	142	142	142	142										
72	143	143	143	143	143	143	143	143	143										
73	144	144	144	144	144	144	144	144	144										
74	145	145	145	145	145	145	145	145	145										
75	146	146	146	146	146	146	146	146	146										
76	147	147	147	147	147	147	147	147	147										
77	148	148	148	148	148	148	148	148	148										
78	149	149	149	149	149	149	149	149	149										
79	150	150	150	150	150	150	150	150	150										
80	151	151	151	151	151	151	151	151	151										
81	152	152	152	152	152	152	152	152	152										
82	153	153	153	153	153	153	153	153	153										
83	154	154	154	154	154	154	154	154	154										
84	155	155	155	155	155	155	155	155	155										
85	156	156	156	156	156	156	156	156	156										
86	157	157	157	157	157	157	157	157	157										
87	158	158	158	158	158	158	158	158	158										
88	159	159	159	159	159	159	159	159	159										
89	160	160	160	160	160	160	160	160	160										
90	161	161	161	161	161	161	161	161	161										
91	162	162	162	162	162	162	162	162	162										
92	163	163	163	163	163	163	163	163	163										
93	164	164	164	164	164	164	164	164	164										
94	165	165	165	165	165	165	165	165	165										
95	166	166	166	166	166	166	166	166	166										
96	167	167	167	167	167	167	167	167	167										
97	168	168	168	168	168	168	168	168	168										
98	169	169	169	169	169	169	169	169	169										
99	170	170	170	170	170	170	170	170	170										
100	171	171	171	171	171	171	171	171	171										
101	172	172	172	172	172	172	172	172	172										
102	173	173	173	173	173	173	173	173	173										
103	174	174	174	174	174	174	174	174	174										
104	175	175	175	175	175	175	175	175	175										
105	176	176	176	176	176	176	176	176	176										
106	177	177	177	177	177	177	177	177	177										
107	178	178	178	178	178	178	178	178	178										
108	179	179	179	179	179	179	179	179	179										
109	180	180	180	180	180	180	180	180	180										
110	181	181	181	181	181	181	181	181	181										
111	182	182	182	182	182	182	182	182	182										
112	183	183	183	183	183	183	183	183	183										
113	184	184	184	184	184	184	184	184	184										
114	185	185	185	185	185	185	185	185	185										
115	186	186	186	186	186	186	186	186	186										
116	187	187	187	187	187	187	187	187	187										
117	188	188	188	188	188	188	188	188	188										
118	189	189	189	189	189	189	189	189	189										
119	190	190	190	190	190	190	190	190	190										
120	191	191	191	191	191	191	191	191	191										
121	192	192	192	192	192	192	192	192	192										
122	193	193	193	193	193	193	193	193	193										
123	194	194	194	194	194	194	194	194	194										
124	195	195	195	195	195	195	195	195	195										
125	196	196	196	196	196	196	196	196	196										
126	197	197	197	197	197	197	197	197	197										
127	198	198	198	198	198	198	198	198	198										
128	199	199	199</																

[illegible]

Am 1. April 1914

0.0000267272.000 R

FICHE N° 1/10 - COMMISSION MARQUEE (Avis)
Autres lettres A. selon le nom de l'individu

N° 1. Contingent des lettres
N° 2. Contingent des lettres
N° 3. Contingent des lettres
N° 4. Contingent des lettres
N° 5. Contingent des lettres
N° 6. Contingent des lettres
N° 7. Contingent des lettres
N° 8. Contingent des lettres
N° 9. Contingent des lettres
N° 10. Contingent des lettres

NOM: REMUE né le 4 9 1937

Prénoms: Marie Emile
Epx: BAUMWENS Marie Emile Remue né le 2 9 1911 à Vieux-Fort (Sennar)
Epx: né le

III - FORMATS CONCERNANT LES TENEURS BUREAU
(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les listes de chacun des bureaux figurant au tableau I)

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

Observations

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

Immatriculation

II - REMISES EN DROIT									
A - MUTATIONS					B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)				
SERVICES ACTIVES (Suite)					SERVICES PASSIVES (Suite)				
N° d'ordre	N° de plan	N° de plan	N° de plan	N° de plan	Immatriculation	Observations	Immatriculation	Observations	Observations
15	154	154	154	154					
16	155	155	155	155					
17	156	156	156	156					
18	157	157	157	157					
19	158	158	158	158					
20	159	159	159	159					
21	160	160	160	160					
22	161	161	161	161					
23	162	162	162	162					
24	163	163	163	163					
25	164	164	164	164					
26	165	165	165	165					
27	166	166	166	166					
28	167	167	167	167					
29	168	168	168	168					
30	169	169	169	169					
31	170	170	170	170					
32	171	171	171	171					
33	172	172	172	172					
34	173	173	173	173					
35	174	174	174	174					
36	175	175	175	175					
37	176	176	176	176					
38	177	177	177	177					
39	178	178	178	178					
40	179	179	179	179					
41	180	180	180	180					
42	181	181	181	181					
43	182	182	182	182					
44	183	183	183	183					
45	184	184	184	184					
46	185	185	185	185					
47	186	186	186	186					
48	187	187	187	187					
49	188	188	188	188					
50	189	189	189	189					
51	190	190	190	190					
52	191	191	191	191					
53	192	192	192	192					
54	193	193	193	193					
55	194	194	194	194					
56	195	195	195	195					
57	196	196	196	196					
58	197	197	197	197					
59	198	198	198	198					
60	199	199	199	199					
61	200	200	200	200					
62	201	201	201	201					
63	202	202	202	202					
64	203	203	203	203					
65	204	204	204	204					
66	205	205	205	205					
67	206	206	206	206					
68	207	207	207	207					
69	208	208	208	208					
70	209	209	209	209					
71	210	210	210	210					
72	211	211	211	211					
73	212	212	212	212					
74	213	213	213	213					
75	214	214	214	214					
76	215	215	215	215					
77	216	216	216	216					
78	217	217	217	217					
79	218	218	218	218					
80	219	219	219	219					
81	220	220	220	220					
82	221	221	221	221					
83	222	222	222	222					
84	223	223	223	223					
85	224	224	224	224					
86	225	225	225	225					
87	226	226	226	226					
88	227	227	227	227					
89	228	228	228	228					
90	229	229	229	229					
91	230	230	230	230					
92	231	231	231	231					
93	232	232	232	232					
94	233	233	233	233					
95	234	234	234	234					
96	235	235	235	235					
97	236	236	236	236					
98	237	237	237	237					
99	238	238	238	238					
100	239	239	239	239					
101	240	240	240	240					
102	241	241	241	241					
103	242	242	242	242					

[illegible]

II. - REPERCUSSIONS BUDGÉTAIRES (suite)				A. - MUTATIONS ET SERVICES ACTIFS (suite)				B. - CHARGES, PRIVILEGES ET RETROUVERSES (suite)			
Art. de la loi	Budg.	1 ^{er} de jan.	31 ^{er} de jan.	Budg.	1 ^{er} de jan.	31 ^{er} de jan.	Budg.	1 ^{er} de jan.	31 ^{er} de jan.	Budg.	1 ^{er} de jan.
16	156	156	156								
17	157	157	157								
18	158	158	158								
19	159	159	159								
20	160	160	160								
21	161	161	161								
22	162	162	162								
23	163	163	163								
24	164	164	164								
25	165	165	165								
26	166	166	166								
27	167	167	167								
28	168	168	168								
29	169	169	169								
30	170	170	170								
31	171	171	171								
32	172	172	172								
33	173	173	173								
34	174	174	174								
35	175	175	175								
36	176	176	176								
37	177	177	177								
38	178	178	178								
39	179	179	179								
40	180	180	180								
41	181	181	181								
42	182	182	182								
43	183	183	183								
44	184	184	184								
45	185	185	185								
46	186	186	186								
47	187	187	187								
48	188	188	188								
49	189	189	189								
50	190	190	190								
51	191	191	191								
52	192	192	192								
53	193	193	193								
54	194	194	194								
55	195	195	195								
56	196	196	196								
57	197	197	197								
58	198	198	198								
59	199	199	199								
60	200	200	200								

FICHE N° 14 - Commune MARQUEUSE

L - HABITANTS VISIBLES
(Généralité des faits démographiques, article 2)

Sexe	N° de plan	1946	1954	1962
M	1	10	17	17
F	2	20	18	18
M	3	21	21	21
F	4	20	20	20
M	5	20	20	20
F	6	20	20	20
M	7	20	20	20
F	8	20	20	20
M	9	20	20	20
F	10	20	20	20
M	11	20	20	20
F	12	20	20	20
M	13	20	20	20
F	14	20	20	20
M	15	20	20	20
F	16	20	20	20

Maires élus A compter du 1^{er} janvier

N°	1946	1954	1962
1	10	17	17
2	20	18	18
3	21	21	21
4	20	20	20
5	20	20	20
6	20	20	20
7	20	20	20
8	20	20	20
9	20	20	20
10	20	20	20
11	20	20	20
12	20	20	20
13	20	20	20
14	20	20	20
15	20	20	20
16	20	20	20

IL - INFORMATIONS BUREAUX

N° de plan	1946	1954	1962
1	10	17	17
2	20	18	18
3	21	21	21
4	20	20	20
5	20	20	20
6	20	20	20
7	20	20	20
8	20	20	20
9	20	20	20
10	20	20	20
11	20	20	20
12	20	20	20
13	20	20	20
14	20	20	20
15	20	20	20
16	20	20	20

III - FORMAIRES CONCERNANT LES INFORMATIONS BUREAUX
(Pour les familles communales les informations relatives, voir les fiches de données des informations des familles des communes)

A. - IMMATRICULATION DES FAMILLES

N° de plan	Date, nombre et nature des familles	Observations	Inscriptions	Notes relatives au statut des familles	Observations
1	10	17	17	10	17
2	20	18	18	20	18
3	21	21	21	21	21
4	20	20	20	20	20
5	20	20	20	20	20
6	20	20	20	20	20
7	20	20	20	20	20
8	20	20	20	20	20
9	20	20	20	20	20
10	20	20	20	20	20
11	20	20	20	20	20
12	20	20	20	20	20
13	20	20	20	20	20
14	20	20	20	20	20
15	20	20	20	20	20
16	20	20	20	20	20

B. - CHANGEMENTS DE STATUT DES FAMILLES

N° de plan	Date, nombre et nature des familles	Observations	Inscriptions	Notes relatives au statut des familles	Observations
1	10	17	17	10	17
2	20	18	18	20	18
3	21	21	21	21	21
4	20	20	20	20	20
5	20	20	20	20	20
6	20	20	20	20	20
7	20	20	20	20	20
8	20	20	20	20	20
9	20	20	20	20	20
10	20	20	20	20	20
11	20	20	20	20	20
12	20	20	20	20	20
13	20	20	20		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 10/10/2017

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 08/11/2000	Référence d'enlissement : 2000P5475	Date de l'acte : 15/09/2000
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT LEDOUX ISABELLE / RESSONS SUR MATZ			

Disposition n° 1 de la formalité 2000P5475 : VENTE

Disposant, Donateur				Date de naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes			
1	BAUWENS			08/09/1941
2	REMUE			04/09/1937
Bénéficiaire, Donataire				
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
1	GC PAN EUROPEAN CROSSING FRANCE			420 989 154
Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		MARQUEGLISE	ZC 113	

Prix / évaluation : 79.800,00 FRF

Complément : Prix HT.

Disposition n° 2 de la formalité 2000P5475 : Division du ZC 100

Immeuble Mère				Immeuble Filles			
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Lot
MARQUEGLISE		ZC	100			MARQUEGLISE	

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 06/04/2001	Référence d'enlissement : 2001P1631	Date de l'acte : 06/04/2001
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°125 E/CNE DE MARQUEGLISE			
Rédacteur : ADM CDF COMPIEGNE / COMPIEGNE			

Disposition n° 1 de la formalité 2001P1631 : Division du ZC 114

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 10/10/2017

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
MARQUEGLISE		ZC	114			MARQUEGLISE		ZC	115 à 122		

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 06/05/2002	Référence d'enlissement : 2002P2007	Date de l'acte : 22/03/2002
	Nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE LOTISSEMENT " LE VIVIER "		
	Rédacteur : NOT LEDOUX / RESSONS SUR MATZ		

Disposition n° 1 de la formalité 2002P2007 :

DEPOT de pièces de lotissement et arrêté préfectoral en date du 08/11/2001.
Création de 6 lots sur ZC 114 sis à MARQUEGLISE appartenant à REMUE né le 04/09/1937 et son épouse BAUWENS née le 08/09/1941.

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 12/01/2004	Référence d'enlissement : 2004P159	Date de l'acte : 09/01/2004
	Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°168R/MARQUEGLISE		
	Rédacteur : ADM CDIF COMPIEGNE / COMPIEGNE		

Disposition n° 1 de la formalité 2004P159 :

Ancienne Désignation						Nouvelle désignation					
Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sec	Plan	Vol	Lot
MARQUEGLISE		ZC	121			MARQUEGLISE		ZL	56		
MARQUEGLISE		ZC	122			MARQUEGLISE		ZL	53		

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 02/10/2007	Référence d'enlissement : 2007P4478	Date de l'acte : 20/07/2007
	Nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE LOTISSEMENT		
	Rédacteur : NOT LEDOUX ISABELLE / RESSONS SUR MATZ		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 10/10/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2007P4478 :

Dépôt d'un arrêté préfectoral de lotissement du 26/07/2006 et de diverses pièces autorisant la création de 22 lots et une voie,
Sur la parcelle ZL 53 commune de Marquégglise,
A la requête de REMUE né le 04/09/1937 et BAUWENS née le 08/09/1941 son épouse.

N° d'ordre : 6	Date de dépôt : 02/10/2007	Référence d'enlissement : 2007P4479	Date de l'acte : 05/09/2006
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°183 Z MARQUEGLISE			
Rédacteur : ADM CDIF COMPIEGNE / COMPIEGNE			

Disposition n° 1 de la formalité 2007P4479 :

Immeuble Mère				Immeuble Fille			
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx
MARQUEGLISE		ZL	53			MARQUEGLISE	ZL
							64 à 86

N° d'ordre : 7	Date de dépôt : 31/07/2009	Référence d'enlissement : 2009P3180	Date de l'acte : 20/06/2009
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT LEDOUX / RESSONS SUR MATZ			

Disposition n° 1 de la formalité 2009P3180 :

Disposant, Donateur				Date de naissance ou N° d'identité	
Numéro	Désignation des personnes				
1	BAUWENS			08/09/1941	
4	REMUÉ			04/09/1937	
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
2	DOLPHIN			16/10/1976	
3	FANHAN			06/09/1974	
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	MARQUEGLISE	ZL 77		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 10/10/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2009P3180 :

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 95.000,00 EUR

Complément : Les acquéreurs déclarent faire cette acquisition à concurrence de 1/2 chacun.

N° d'ordre : 8	Date de dépôt : 31/07/2009	Référence d'enlissement : 2009V1124	Date de l'acte : 20/06/2009
	Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS		
	Rédacteur : NOT LEDOUX / RESSONS SUR MATZ		
	Domicile élu : RESSONS SUR MATZ en l'étude		

Disposition n° 1 de la formalité 2009V1124 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS				
Débiteurs					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	DOLPHIN	16/10/1976			
2	FANHAN	06/09/1974			
Immeubles					
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		MARQUEGLISE	ZL 77		
Montant Principal : 95.000,00 EUR Accessoires : 19.000,00 EUR Taux d'intérêt : 4,60 %					
Date extrême d'exigibilité : 05/07/2029 Date extrême d'effet : 05/07/2030					

Montant Principal : 95.000,00 EUR Accessoires : 19.000,00 EUR Taux d'intérêt : 4,60 %
Date extrême d'exigibilité : 05/07/2029 Date extrême d'effet : 05/07/2030

N° d'ordre : 9	Date de dépôt : 31/07/2009	Référence d'enlissement : 2009V1125	Date de l'acte : 20/06/2009
	Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
	Rédacteur : NOT LEDOUX ISABELLE / RESSONS SUR MATZ		
	Domicile élu : RESSONS SUR MATZ en l'étude		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 10/10/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2009V1125 :

Créanciers			
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
	BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS		
Débiteurs			
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
1	DOLPHIN	16/10/1976	
2	FANHAN	06/09/1974	
Immeubles			
Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale
		MARQUEGLISE	ZL 77
			Volume
			Lot

Montant Principal : 125.000,00 EUR Accessoirs : 25.000,00 EUR Taux d'intérêt : 4,60 %
 Date extrême d'exigibilité : 05/07/2029 Date extrême d'effet : 05/07/2030

N° d'ordre : 10	Date de dépôt : 07/06/2017	Référence d'enlissement : 2017V960	Date de l'acte : 09/10/2015
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE			
Rédacteur : ADM JEX DU TC / COMPIEGNE			
Domicile élu : PONTOISE en les bureaux de Maître BUISSON avocat			

Disposition n° 1 de la formalité 2017V960 :

Créanciers			
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
	BP RIVES DE PARIS		
Propriétaire Immeuble / Contre			
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
1	DOLPHIN	16/10/1976	
Immeubles			
Prop.Immu/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale
		MARQUEGLISE	ZL 77
			Volume
			Lot

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1967 AU 10/10/2017

Disposition n° 1 de la formalité 2017V960 :

Montant Principal : 6.577,43 EUR
Date extrême d'exigibilité : 06/06/2027

Complément : Sur ses parts et portions.
En vertu d'un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Compiègne rendu le 28/07/2015 signifié le 09/10/2015 et rendu définitif le 09/11/2015.

**RELEVÉ DES FORMALITES REPORTEES SUR LES IMMEUBLES
INTERROGES**

N° d'ordre : 11	Date de dépôt : 08/11/2000	Référence d'enlissement : 2000P5475	Date de l'acte : 15/09/2000
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT LEDOUX ISABELLE / RESSONS SUR MATZ		

Disposition n° 1 de la formalité 2000P5475 : VENTE

Disposant, Donateur				
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
1	BAUWENS			08/09/1941
2	REMUE			04/09/1937
Bénéficiaire, Donataire				
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
1	GC PAN EUROPEAN CROSSING FRANCE			420 989 154
Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		MARQUEGLISE	ZC 113	

Prix / évaluation : 79.800,00 FRF

Complément : Prix HT.

Disposition n° 2 de la formalité 2000P5475 : Division du ZC 100

Immeuble Mère				
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol
MARQUEGLISE		ZC	100	
Immeuble Fille				
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol
MARQUEGLISE		ZC	113 à 114	

N° d'ordre : 12	Date de dépôt : 06/04/2001	Référence d'enlissement : 2001P1631	Date de l'acte : 06/04/2001
	Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°125 E/CNE DE MARQUEGLISE		
	Rédacteur : ADM CDIF COMPIEGNE / COMPIEGNE		

Disposition n° 1 de la formalité 2001P1631 : Division du ZC 114

RELEVÉ DES FORMALITES REPORTEES SUR LES IMMEUBLES INTERROGES

Immeuble Mère				Immeuble Filles			
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx
MARQUEGLISE		ZC	114			MARQUEGLISE	ZC
							113 à 122

N° d'ordre : 13	Date de dépôt : 02/10/2007	Référence d'enlissement : 2007P4478	Date de l'acte : 20/07/2007
Nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE LOTISSEMENT			
Rédacteur : NOT LEDOUX ISABELLE / RESSONS SUR MATZ			

Disposition n° 1 de la formalité 2007P4478 :

Dépôt d'un arrêté préfectoral de lotissement du 26/07/2006 et de diverses pièces autorisant la création de 22 lots et une voirie.
Sur la parcelle ZL 53 commune de Marquégliise,
A la requête de REMUE né le 04/09/1937 et BAUWENS née le 08/09/1941 son épouse.

CERTIFICAT DE DEPOT DU 11/10/2017 AU 03/11/2017

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	"Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Donateurs/Constituants	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants	Numéro d'archivage
03/11/2017 D07919	COMMANDEMENT VALANT SAISIE HUI FIRMIN LE LAMENTIN 97232	13/09/2017	BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS DOLPHIN/FANHAN		S00042
03/11/2017 D07920	MENTION EN MARGE SAISIE de la formalité initiale du Vol: 2017S N° 42 HUI ARBOUZOV POINTE A PITRE 97	02/10/2017	BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS DOLPHIN/FANHAN		

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 21 pages y compris le certificat.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
COMPIEGNE
6 rue Winston CHURCHILL
60321 COMPIEGNE CEDEX
Téléphone : 0344925888
Télécopie : 0344925770
Mél : spl.compiegne@dgrfp.finances.gouv.fr

Maître BUISSON & ASSOCIES
29 RUE PIERRE BUTIN
95300 PONTOISE

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date : 06/11/2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2017F3675

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1967 au 03/11/2017

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
386	MARQUEGLISE	ZC 100 ZC 114 ZC 122 ZL 53 ZL 77		

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 08/11/2000 nature de l'acte : VENTE	références d'enlissement : 2000P5475	Date de l'acte : 15/09/2000
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 06/04/2001 nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°125 E/CNE DE MARQUEGLISE	références d'enlissement : 2001P1631	Date de l'acte : 06/04/2001
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 06/05/2002 nature de l'acte : DEPOT DE PIRES DE LOTISSEMENT " LE VIVIER "	références d'enlissement : 2002P2007	Date de l'acte : 22/03/2002
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 12/01/2004 nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°168R/MARQUEGLISE	références d'enlissement : 2004P159	Date de l'acte : 09/01/2004

N° d'ordre : 5	date de dépôt : 02/10/2007 nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE LOTISSEMENT	références d'enlissement : 2007P4478	Date de l'acte : 20/07/2007
N° d'ordre : 6	date de dépôt : 02/10/2007 nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°183 Z MARQUEGLISE	références d'enlissement : 2007P4479	Date de l'acte : 05/09/2006
N° d'ordre : 7	date de dépôt : 31/07/2009 nature de l'acte : VENTE	références d'enlissement : 2009P3180	Date de l'acte : 20/06/2009
N° d'ordre : 8	date de dépôt : 31/07/2009 nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS	références d'enlissement : 2009V1124	Date de l'acte : 20/06/2009
N° d'ordre : 9	date de dépôt : 31/07/2009 nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE	références d'enlissement : 2009V1125	Date de l'acte : 20/06/2009
N° d'ordre : 10	date de dépôt : 07/06/2017 nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE	références d'enlissement : 2017V960	Date de l'acte : 09/10/2015

FORMALITES REPORTEES

N° d'ordre : 11	date de dépôt : 08/11/2000 nature de l'acte : VENTE	références d'enlissement : 2000P5475	Date de l'acte : 15/09/2000
N° d'ordre : 12	date de dépôt : 06/04/2001 nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°125 E/CNE DE MARQUEGLISE	références d'enlissement : 2001P1631	Date de l'acte : 06/04/2001

N° d'ordre : 13	date de dépôt : 02/10/2007	références d'enlissement : 2007P4478	Date de l'acte : 20/07/2007
	nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE LOTISSEMENT		